

Extrait du Mémoire des luttes

<http://www.medelu.org>

# Le Mouvement des sans terre au Brésil

par Lamia Oualalou

- /



: luttes - Dossier Mouvement des sans terre (MST) -

MEDIAPART

Date de mise en ligne : lundi 20 juillet 2009

---

Mémoire des luttes

---

### **Un entretien de Joao Pedro Stedile, membre de la coordination nationale du MST**

**Par Lamia Oualalou, journaliste**

**Blog :** <http://www.mediapart.fr/club/blog/lamia-oualalou>

Le chef du file du mouvement des paysans sans terre (MST) brésilien m'a accordé une interview pour témoigner du mécontentement des siens à l'encontre de la politique du président Luiz Inacio da Silva sur la question de la réforme agraire. Joao Pedro Stedile fait également l'autocritique des mouvements sociaux, qui peinent à trouver une position par rapport à un gouvernement qui leur reste malgré tout plus favorable que les précédents.

C'est un débat capital à l'approche de l'élection présidentielle (octobre 2010) à laquelle Lula ne peut se présenter. Au Brésil, la loi constitutionnelle n'autorise pas deux mandats consécutifs. Une interview lue en complément du reportage que j'ai effectué dans l'Etat du Para, publié ce week-end par Mediapart (accès abonnés seulement)

<http://www.mediapart.fr/journal/international/070709/decus-par-lula-les-sans-terre-ne-lachent-rien>

### **Quel bilan fait le MST de la réforme agraire au cours des mandats du président Lula ? Y a-t-il une différence entre sa politique et celle de son prédécesseur Fernando Henrique Cardoso ?**

Les comparaisons entre les deux gouvernements n'ont pas beaucoup de sens. Nous n'attendions rien du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Nous savions que l'alliance de son parti PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne, centre-droit) et le PFL (aujourd'hui baptisé démocrate, héritier des partis de la dictature) avait pour objectif de mettre en œuvre les politiques néolibérales dans notre pays.

En revanche, le gouvernement Lula a été porteur d'une très forte espérance aux yeux des mouvements sociaux. Aussi, en optant pour la continuité en termes de politique économique, Lula a suscité la déception et la frustration au sein de ces mouvements. Il ne fait aucun doute que la réforme agraire est le parent pauvre du gouvernement Lula. Les résultats sont même inférieurs à l'époque de Cardoso. La première année de son mandat, Lula a créé une commission spéciale chargée d'élaborer un plan national pour la réforme agraire. Même ce plan a d'abord commencé par des retouches, puis a été complètement abandonné.

De cette façon, le gouvernement a donné le signal, politiquement, qu'il ne voulait pas affronter les grands propriétaires terriens, ni mettre en place la réforme agraire « d'un coup de crayon », comme Lula le promettait durant ses campagnes. Pire, le complexe agro-industriel, qui à nos yeux est incompatible avec une politique de réforme agraire et l'encouragement d'une agriculture familiale, a reçu un soutien politique et économique total du gouvernement.

Néanmoins, il faut reconnaître que le gouvernement Lula a beaucoup plus investi dans les politiques publiques en faveur des familles installées dans le cadre de la réforme agraire. Je veux parler de l'énergie, des routes, et de l'assistance technique. Nous avons maintenu notre autonomie à l'égard du gouvernement, mais nous avons une meilleure relation politique qu'à l'époque de Cardoso, sans être criminalisés comme nous l'étions.

### **Combien de familles attendent encore dans les campements du MST ? Et combien ont bénéficié de la réforme agraire ?**

Actuellement, on compte environ 120.000 familles dans nos campements, en l'attente de terre. La plupart sont dans le Sud et le Nordeste, et attendent depuis environ quatre ans dans ces conditions. Selon l'INCRA, quelques 900 000 familles ont bénéficié de la réforme agraire, en prenant en compte les familles qui s'inscrivent dans les projets de colonisation de l'Amazonie et les programmes de la régularisation foncière. Sur ce total, 380 000 familles font partie de notre mouvement.

### **Le mandat de Fernando Henrique Cardoso a été marqué par une criminalisation des mouvements sociaux et en particulier des sans-terres. La situation a-t-elle changé sous Lula ?**

De fait, le gouvernement Lula n'a jamais criminalisé les mouvements sociaux, mais cela ne veut pas dire que la situation s'est arrangée. Les agents de la répression se sont déplacés vers d'autres espaces. Jamais les médias n'ont été aussi violents à l'égard des mouvements sociaux qu'actuellement. Ils sont devenus les véritables porte-parole de la droite et des forces conservatrices de notre pays.

En criminalisant les mouvements sociaux dans leurs journaux ou la télévision, ils justifient aux yeux de la société la violence à l'encontre des luttes sociales.

Une partie du pouvoir judiciaire, qui regrette les gouvernements antérieurs à celui de Lula, et dont le principal représentant est Gilmar Mendes, l'actuel président du Tribunal Suprême fédéral a pris le même parti. Enfin, la criminalisation des mouvements sociaux s'est étendue au sein de certains gouvernements d'États, tels celui de la gouverneure Yeda Crusius (PSDB), dans le Rio Grande do Sul. Avec leurs politiques répressives, et le soutien des médias, ils prétendent encourager la répression des mouvements sociaux au niveau national.

Surtout la criminalité et la violence contre les mouvements sociaux est le résultat d'une norme d'inégalité sociale structurelle, politique et économique dans notre pays. Et de ce point de vue, Lula n'a pas fait avancer les choses. L'allocation sociale « Bolsa Familia » est importante et nécessaire pour atténuer les effets immédiats de la pauvreté. Mais elle est insuffisante pour faire face à la question de la concentration des revenus et des richesses dans les mains d'une infime minorité de la population. Le résultat est que, même avec « Bolsa Familia », la violence continue de croître dans tout le pays, à la campagne comme en ville.

### **Comment qualifiez-vous l'attitude du Tribunal Suprême électoral à l'encontre de votre mouvement ?**

Historiquement, le pouvoir judiciaire a toujours été conservateur, aligné sur les intérêts contraires à la lutte pour la réforme agraire et fidèle aux lites brésiliennes qui, selon le sociologue Florestan Fernandes, sont antidémocratiques et antisociales. Mais cela n'empêche pas qu'il existait une partie de la magistrature qui s'identifiait aux aspirations des mouvements sociaux et à la défense des intérêts de notre pays.

Ce cadre n'a pas changé. La seule différence est que l'actuel président du Tribunal, utilisant l'importance de son poste, cherche à faire connaître ses positions très droites pour occuper l'espace politiquement, ce qui est très choquant aux yeux de tous ceux qui soutiennent le système républicain.

**L'allocation sociale « Bolsa Familia », vient d'être tendue aux familles des campements du MST &ndash; auparavant ils ne pouvaient en bénéficier faute d'adresse fixe. Quel est l'impact de cette mesure dans les campements ?**

L'allocation « Bolsa Familia » est importante et nécessaire ce moment. Grâce cette politique sociale, les familles qui souffraient de la faim ont aujourd'hui assez manger. La pauvreté, provoquée par une politique de l'élite brésilienne depuis 500 ans relègue notre pays une condition de colonie des capitaux internationaux. Dans ce contexte, la politique d'assistance est extrêmement nécessaire.

Mais moyen et long terme, nous ne pouvons pas nous contenter d'une politique d'assistance. Il faut mettre en place une politique économique qui favorise la distribution de la richesse produite et garantisse la souveraineté nationale de notre pays.

Ce n'est pas « Bolsa Família » qui est responsable de la réduction du nombre de familles dans les campements. Ce qui provoque leur découragement, c'est l'absence de décision politique sur la question de la réforme agraire, et de la priorité à l'agriculture familiale. Sans une politique claire et courageuse, la tendance des familles est de se contenter des politiques d'assistance ou d'abandonner la campagne pour venir grossir la cohorte de pauvres dans les banlieues des villes.

**Comment qualifiez-vous l'actuelle politique économique du Brésil ?**

Cette politique économique a des effets très nocifs pour notre nation, dans la mesure où le gouvernement Lula a simplement perpétué le modèle de Cardoso. Les bénéfices astronomiques des banques sont le symbole des erreurs de cette politique. L'hégémonie des politiques néolibérales - responsable de cette grave crise mondiale - a accentué la concentration de la richesse et par conséquent, l'inégalité sociale, en provoquant une destruction de l'environnement sans précédent.

Le Brésil a été frappé par la crise comme le reste du monde. Mais ici, du fait des gigantesques inégalités, les effets sont encore plus pervers. Cela se reflète au niveau du chômage, de la violence urbaine, du nombre croissant de sans-domicile fixe, et d'absence de perspectives pour la jeunesse. À la campagne, la subordination des intrants de notre agriculture au modèle agro-industriel (dans lequel les décideurs sont les banques, les multinationales et les grands propriétaires terriens), contribue à dénationaliser notre agriculture. Cela a provoqué un appauvrissement des services publics d'assistance technique et de recherche, en introduisant une logique de production, basée uniquement sur la maximisation des profits, avec des effets désastreux pour l'environnement et la santé de la population.

Le modèle agro-industriel n'est pas viable en tant que modèle de production alimentaire et de la préservation de l'environnement. Nous avons besoin d'un autre modèle d'agriculture, basé sur la production familiale et écologique, avec comme priorité de récupérer les terres dégradées et d'augmenter la valeur ajoutée sur le terrain pour générer une hausse des revenus à la campagne.

**Estimez-vous que les grands propriétaires terriens aient gagné la bataille d'influence au sein du gouvernement ?**

Les grands propriétaires qui forment le complexe de l'agro-industriel, liés au capital financier et aux multinationales constituent l'ennemi principal de la réforme agraire aujourd'hui. Et ils ont remporté d'importantes victoires, en bénéficiant de la connivence du gouvernement. La libération des semences transgéniques, le refus d'actualiser l'indice de la productivité agricole, les soutiens à la monoculture - notamment la plantation d'eucalyptus, de canne à sucre et de soja - sont autant d'exemples de ces victoires. Maintenant, ils veulent s'en prendre à l'Amazonie, comme en témoignent les dangereux changements dans le Code forestier adopté par l'Assemblée.

### **Que pensez-vous de la politique de promotion des biocombustibles, que ce soit au Brésil ou en coopération avec d'autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale ?**

Le MST, tout comme les membres de Via Campesina au Brésil et de Via Campesina international, désapprouve cette politique. Les biocombustibles sont directement liés aux grands groupes du complexe agro-industriel et à la monoculture extensible. C'est un modèle qui n'est pas bon pour le Brésil et, par conséquent, ne convient pas non plus aux agriculteurs dans les pays où le gouvernement brésilien cherche à l'implanter.

Le problème central des pays de l'hémisphère sud est la faim. Ce que souhaitent les agriculteurs, c'est d'être en condition de produire de la nourriture en quantité et de qualité. C'est pourquoi nous plaçons pour des politiques qui garantissent la souveraineté alimentaire de chaque pays. C'est-à-dire, le droit de chaque nation de produire ses aliments. Avant de nous retourner que c'est une idée simpliste et naïve, je vous rappelle que la crise alimentaire mondiale, qui a eu lieu il y a moins de deux ans et qui n'est pas encore résolue, est là pour démontrer la justesse de nos propositions.

### **Que pensez-vous de la politique du gouvernement sur la question de l'environnement ?**

Là encore, la libération de la plantation de produits transgéniques, l'incitation à la monoculture extensive, tout comme la loi qui vise à régulariser les occupations illégales de la terre dans la forêt amazonienne et la flexibilisation du code forestier, si elles sont approuvées, ont des conséquences désastreuses pour l'environnement. On en ressent déjà les effets dans notre pays, et dans l'ensemble de la planète. Cela, sans parler de l'impunité à l'égard des crimes contre l'environnement commis par les grands exploitants de bois, l'industrie de pâte à papier et les compagnies minières.

### **On vous retournera que les petits agriculteurs ne sont pas plus intéressés par la défense de l'environnement, certains contribuant même à la déforestation...**

De façon générale, les petits propriétaires terriens sont, de façon naturelle, en faveur de la préservation de l'environnement. Ils vivent dans leur propriété, ce qui est rarement le cas des grands propriétaires, ce qui en fait les principaux intéressés à prendre soin des sources d'eau, la qualité de l'eau des rivières et la forêt. Il est faux de penser qu'ils n'ont pas de conscience environnementale. C'est une image répandue dont l'objectif est de discréditer la lutte pour la réforme agraire aux yeux de la société, et de dissimuler les véritables responsables des crimes contre l'environnement, que sont le complexe agro-industriel, les entreprises de bois et l'exploitation minière.

La déforestation dans les petites propriétés est provoquée pour l'essentiel par un facteur économique. Face à la baisse de

leurs revenus, la tendance des petits paysans est d'étendre la zone de production. L'autre cas de figure est quand cette petite propriété est incorporée au complexe agro-industriel, qu'il s'agisse d'élevage, de pâte à papier, ou de la canne à sucre pour produire de l'alcool. La position du MST est claire. Depuis l'origine de notre lutte, nous nous prononçons en faveur de la défense de l'environnement. Lorsque le gouvernement de la dictature militaire, au lieu de faire une réforme agraire, optait pour une politique de colonisation dans l'Amazonie, nous étions contre, et nous exigeons que les sans-terres soient installés dans leurs États d'origine.

Aujourd'hui, quand le gouvernement décide d'exproprier une terre en faveur des sans-terres, le propriétaire lance une politique de la terre brûlée, en vendant tout le bois des entreprises avant de remettre la terre aux petits paysans. Pour ces familles, le défi est de récupérer ces surfaces. Il y a aussi un travail d'éducation dans nos écoles : la préservation de l'environnement. Enfin, nous essayons de donner les conditions techniques aux familles pour qu'elles produisent de manière agro-écologique, en assurant la production d'aliments sains et respectueux de l'environnement.

### **Sept ans après l'élection de Lula, quelle est la situation des mouvements sociaux ?**

Il y a deux éléments de réponse. Tout d'abord, il faut prendre en compte la nature du gouvernement Lula. C'est une équipe au spectre large, qui va de la gauche au centre droit. De ce fait, le gouvernement a opté pour une politique de conciliation de classes, ce qui place les mouvements sociaux et populaires dans une situation très complexe. Nous pensions que la mobilisation populaire qui a fait de Lula le grand leader de la classe ouvrière allait, grâce aux victoires électorales de 2002 et de 2006 donner plus de forces aux mouvements sociaux, contribuant à une redistribution du revenu et un approfondissement de la démocratie dans notre pays.

Nous espérons galement que la victoire électorale de Lula encouragerait les masses à investir la rue, donnant ainsi les conditions au gouvernement pour effectuer les changements revendiqués historiquement par la classe ouvrière. Cela ne s'est pas fait. Pire, la capacité d'améliorer la situation des plus pauvres s'est trouvée incarnée par la personne de Lula, et non pas dans le pouvoir des masses. Ensuite, nous devons faire notre autocritique. Une bonne partie des mouvements sociaux a confondu la nécessité de défendre le gouvernement contre les attaques de la droite avec la perte de l'autonomie de leur organisation. Plusieurs figures clés ont abandonné le travail syndical et de mobilisation populaire pour se consacrer à l'activité parlementaire ou au sein du gouvernement. Cela nous a affaiblis d'un point de vue social et institutionnel.

Une autre partie des mouvements sociaux et syndicaux ont fait une autre lecture, selon nous, erronée. Celle de traiter le gouvernement actuel comme un ennemi de classe. Pour notre part, nous ne considérons pas que ce soit le cas, mais nous devons maintenir notre autonomie politique pour organiser la mobilisation populaire. C'est la seule façon d'obtenir la réalisation des revendications de la classe ouvrière. Actuellement, la gauche est donc divisée, et nous avons négligé le travail de base, tout comme la formation de cadres politiques en faveur des luttes sociales.

**En 2006, le MST était déjà bien critique de la politique du gouvernement, mais il a soutenu la réélection de Lula. Qu'en sera-t-il en 2010 ? Allez-vous appuyer la campagne de sa candidate Dilma Rousseff, ou prendre le risque que la droite gagne ?**

Nous voulons chapper au piège du calendrier électoral. C'est une logique qui restreint la participation des personnes en politique aux périodes électorales. Nous revendiquons le droit de faire de la politique en dehors du calendrier électoral, ce qui va au-delà du choix de tel ou tel candidat.

## **Le Mouvement des sans terre au Brésil**

---

C'est pour cela que nous sommes un mouvement qui organise le peuple en faveur de la réforme agraire, et que nous participons, avec d'autres organisations sociales, tudiantes, syndicales et religieuses, la lutte pour construire un projet populaire de développement économique et de défense de la souveraineté nationale de notre pays.

Telle est notre tâche en ce moment. Perdre du temps discuter des candidats pour une élection qui aura lieu dans quinze mois n'aide en rien notre lutte. Nous n'avons pas encore mis ce débat sur la table avec notre base sociale. Nous concentrons tous nos efforts pour relever les défis d'élever la conscience politique de la population brésilienne et construire l'unité des forces progressistes de notre pays.